

Peace

МММР שלום PACE 和平
和平 PAX FRIEDE EIPHNE



GIMUN

THE GIMUN CHRONICLES

Friday 27th March 2015

Geneva International Model United Nations

- 2 WHO IS THE RUSSIAN AMBASSADOR?
- 3 6ÈME COMMISSION : ROBERT ROTH DÉFEND LA COMPÉTENCE UNIVERSELLE
LEGAL COMMITTEE: MAKING STRIDES ON THE TOPIC OF UNIVERSAL JURISDICTION
- 4 HOW DOES THE SECURITY COUNCIL WORK?
ATTENTAT À CHARLIE HEBDO : LE MONDE UNI CONTRE LE TERRORISME ?
- 5 ECOSOC : LORSQUE LE FÉMINISME S'INVITE À LA TABLE DES NÉGOCIATIONS
GLORIA GAGGIOLI AU CDH : DÉTENTION ARBITRAIRE ET DROIT INTERNATIONAL
- 6 THE PRICE OF FREEDOM: REBUILDING THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO
- 7 OIM: BILAN SUR LES RÉOLUTIONS
CÉCILE MOLINIER: HOW DUTCH DISEASE CORRELATES TO THE ECONOMIC EXCLUSION OF WOMEN
IN THE MIDDLE EAST
- 8 CARTOON OF THE DAY
AU CONSEIL DE SÉCURITÉ, UNE JOURNÉE CHARGÉE MAIS PRODUCTIVE
- 9 WHO: EDUCATION, ORGANISATION, PREVENTION AND FINANCE
HRC: ARE WE DISCUSSING HUMAN RIGHTS OR NATIONAL SECURITY STRATEGIES?
- 10 L'UNION EUROPÉENNE : UN EXEMPLE DE PAIX ?
- 11 QUI REPRÉSENTE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO AU SEIN DE L'ECOSOC ?
- 12 ISRAEL MESSED UP
"CE N'EST QU'UN AU REVOIR..."
- 13 BITS AND BOBS

EDITOR'S NOTE

S'il y a une chose que doivent nous apprendre des événements comme la conférence annuelle de GIMUN, c'est que malgré nos différences, nous sommes capables de réaliser ensemble de grandes choses. Le temps d'une semaine, nous avons mis de côté nos spécificités culturelles, non, mieux, nous les avons exploitées, et nous avons œuvré pour un but commun.

Certes, les États que vous avez représentés doivent faire face à des contraintes économiques, politiques et historiques qu'il ne faut pas négliger de prendre en compte. Certes, vous avez certainement dû faire des compromis, accepter des solutions qui ne servaient pas pleinement vos intérêts. Certes, les résultats auquel vous êtes parvenus n'ont pas été obtenus sans quelques désaccords. Mais ce qui compte, c'est qu'aujourd'hui, vous allez voter des résolutions communes, élaborées en collaboration avec des délégués de tous horizons et visant à apporter des solutions à des problèmes complexes.

Ce que nous avons fait cette semaine n'est ni plus ni moins qu'une reproduction, en miniature, de ce que nos États font chaque jour sur la scène internationale. Et pourtant, beaucoup trop de conflits surviennent et subsistent dans le monde. L'objectif de tous ces pays n'est-il pas finalement le même ? Nous pouvons donc nous demander pourquoi les grands problèmes de ce monde ne sont pas résolus, pourquoi tant de pays sont touchés par le conflit. Et si c'était les diplomates, les vrais, qui reproduisaient ce que nous, jeunes étudiants, avons fait cette semaine en simulant ce que font les États de ce monde, qui sait, peut-être serions-nous capables de tous vivre en paix.

Vous me trouverez bien naïve, je le reconnais. Mais vu ce que nous avons vécu cette semaine, nous pouvons tout de même nous permettre un grain d'optimisme, non ? Après tout, nous sommes tous des êtres humains. Et que désire chaque être humain ? Un toit sous lequel dormir, des vivres pour se

nourrir, une éducation, des soins médicaux, le sentiment d'être en sécurité, et un bon fou rire de temps en temps. Alors, puisque nous aspirons tous à la même chose, et puisque nous avons prouvé cette semaine qu'il est possible de travailler main dans la main pour atteindre nos objectifs communs, nous savons ce qu'il nous reste à faire. Nous efforcer, ensemble, de mettre à profit les forces de chacun pour compenser nos faiblesses respectives ; accepter de faire des compromis, de céder un peu de terrain si cela peut produire un résultat qui en vaut la peine ; faire preuve de créativité pour trouver des solutions à nos problèmes. Et surtout, comme l'a si bien exprimé Mme Warakaulle au début de cette folle semaine, nous faire confiance les uns aux autres. Ce n'est qu'en agissant ainsi que nous parviendrons tous à vivre en paix.

Marie-Ambrym Thivoyon
Coéditrice en chef

So, tell us a bit about yourself...

My name is Carlos Escobedo Paiz. I'm a 21-year-old International Relations student from Guatemala. I currently attend the Catholic University of Louvain in Belgium.

What attracted you to GIMUN?

Well, this is actually my second time participating in GIMUN. I thought it would be interesting to try a different role this time around. So I'm really happy to be representing Russia as one of the ambassadors.

What are your roles as Russian Ambassador?

I basically oversee the policies in all committees and make sure that the points drafted in the Resolutions are in Russia's interests. It is important to ensure that the Resolutions work for not only the benefit of the majority, but for individual nations also – including Russia.

What are your opinions on recent trade sanctions imposed on Russia?

Quite frankly, it's ludicrous. They've taken it too far. By "they" I'm referring to the EU and the USA. I wouldn't say the Western Bloc is afraid of Russia, but they certainly are far too cautious. They think we have malicious intentions, but in reality, this couldn't be further from the truth.

How will these sanctions adversely affect the Russian economy?

As Russians we are preparing ourselves for a recession, but, honestly, we can handle it. This isn't the first time economic hardship has hit Russia. In fact, we have countless trade agreements with Asian economies and former Soviet Bloc Nations. These sanctions may be a direct blow to our economy, but we'll take in on the chin and bounce back in

no time. We are Russian after all.

Does Russia still maintain its lack of direct involvement in the Ukrainian conflict?

Granted, there is minimal evidence that we are involved in the Ukrainian conflict, but such accusations are coming from biased and pro-Western media sources. The Russian government simply provided the Ukrainian people the necessary tools to free them-



Russian government is more than happy to cooperate with the international community. We want a peaceful solution just as much as any other nation.

What about the human rights violations in Ukraine that many in the international community hold Russia responsible for?

We are the last people who want to see human rights violations taking place on our borders. Honestly, the rights violations taking place in Ukraine are truly horrendous. The humanitarian aid we are in the midst of sending to the Ukraine will hopefully alleviate the effects of these atrocities.

You talk a good talk defending the rights of the Ukrainian people. But what about your support for totalitarian leaders like Assad?

The situation in Syria is more complex than the West likes to make out. The West is trying to impose democracy in a region that isn't necessarily ready for it. We've seen the West embark on these missions to spread European-style democracy in other Middle-Eastern nations like Iraq and Libya. Each time it has failed and it will continue to do so.

Last but not least, any final comments on Vladimir Putin?

He sends his best regards. There have been rumors circulating of recent that his health is in poor condition. This couldn't be further from the truth. In fact, he is currently training for a Judo competition. He's as strong as ever and more than capable of continuing to lead our nation.

selves. We merely aided the people to achieve what they wanted. International bodies shouldn't admonish us for that.

What are Russia's long-term goals with the Ukrainian conflict?

First of all, I'd like to emphasize that Russia does not want Ukraine to be part of Russia – as Western media would like many to believe. Our main priority for now is peace. The

fun fact!

Dans la 6ème Commission, le délégué de l'Australie a demandé une interprétation en français belge, ce à quoi le délégué de l'Iran lui a répondu qu'il avait des connaissances en français suisse si cela pouvait l'aider, ajoutant « votre plaisir est mon plaisir ».

6ÈME COMMISSION : ROBERT ROTH DÉFEND LA COMPÉTENCE UNIVERSELLE

ELLIOT CLARKE

Robert Roth est un véritable homme de loi. Professeur à la faculté de Droit de l'Université de Genève, il a été juge au sein du tribunal spécial pour le Liban. Il a également été rédacteur de langue française pour la Revue pénale suisse. Jeudi matin, il a partagé avec nous sa connaissance du droit international et plus particulièrement de la compétence universelle.

Pour bien comprendre cette compétence, il est nécessaire de se mettre à la place du juge censé pouvoir poursuivre des crimes où qu'ils soient commis (c'est donc avant tout un concept géographique de l'universalité). Pour bien comprendre l'origine de cette législation il faut revenir à l'âge des Lumières et plus particulièrement à Grotius. Ce dernier, considéré par beaucoup comme le fondateur du droit international (ses écrits ont encore été utilisés, il n'y a pas si longtemps, au procès de Pinochet), considère qu'il existe

des valeurs communes à l'humanité dont toute atteinte mériterait une réaction universelle. De là à justifier une compétence internationale il n'y a qu'un pas. Mais d'autres semblent plus enclins à privilégier la territorialité et donc la souveraineté nationale. Le chaos face à l'ordre, nous dit M. Roth en citant Rousseau.

Mais quels sont ces crimes méritant de répondre de la compétence universelle ? Dans les années 90, on étendra à la piraterie les crimes « atroces » : génocides, crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Si les deux premiers font généralement consensus, les crimes de guerre en revanche sont plus difficiles à juger. La Cour Pénale Internationale (CPI) joue souvent ce rôle mais ne détient pas la compétence universelle, car les États veulent se préserver d'une gouvernance mondiale dangereuse pour leur souveraineté. La CPI est donc

complémentaire aux États, voire subsidiaire nous dit-on, et n'est utilisée qu'en dernier recours.

Les délégués du Comité juridique ont orienté les débats sur la question de l'impunité, M. Roth considérant que les chefs d'État en fonction doivent absolument conserver leur immunité pour éviter les excès. Les ratifications de plus en plus nombreuses du traité de Rome (1998) jouent en faveur d'un rôle accentué de la CPI, ses déficiences de fonctionnement un peu moins. Pour finir, le délégué tanzanien soumet ses peurs d'ingérence de pays occidentaux, notamment dans les pays africains. Une convention permettrait de limiter ce risque et il semblerait que l'UE ou l'Amérique latine en seraient les instigateurs. De quoi réfléchir pour nos délégués au Comité juridique, à la veille des votes.

LEGAL COMMITTEE: MAKING STRIDES ON THE TOPIC OF UNIVERSAL JURISDICTION

ASHLEE PITTS

After a well battled debate on Day 3 of the Legal committee, the tone amongst the delegates on day 4 has certainly shifted. A good night's sleep (or in some cases, a good night of dancing) must have done the member states well, as there was a noticeable amount of positive reinforcement, encouragement and acknowledgement on the floor. In a stark contrast with yesterday's debate, the road to achieving a resolution is looking a lot less alarming than some twenty hours ago, when an actual war of words began. The tension on the floor was lifted and there seemed to be a great deal of optimism in the air. The topic of interest was the rules and procedures of universal jurisdiction. To the dismay of countries such as Rwanda, the International Criminal Court (ICC) repeatedly resurfaced in the debate. In response to Saudi Arabia and Iran's persistence, the delegate of Rwanda deemed the treaty to be irrelevant, as not every member state has ratified the treaty. Whilst on the topic of criminality, the Iranian delegate was the first to introduce the concept of double standards on the floor. In a surprising turn of events, Iran actually sided with Saudi Arabia in an agreement that there is bias in the

international community. In their perspective, the "Western" way of viewing universal jurisdiction cannot be acceptable as we are all equally part of the international community and should all be treated as such. Following up on that sentiment, the Central African Republic's delegate expressed that there



is also a double standard in which many cases are against African leaders, whereas Westerners would be treated with a higher degree of fairness and transparency.

The United Kingdom expressed gratitude and contentment with the progress of the committee and the work that has been accomplished thus far. He offered optimism

as he expressed his belief that a resolution would soon be agreed upon.

Lost in Translation

The United Republic of Tanzania made a point of recognizing the language barrier, that is becoming more apparent as the deadline to submit the committee's resolution approaches. The committee is striving to complete the resolution, however, many of the native French speakers are finding it difficult and problematic when attempting to actively participate in the discussion. After a while, frustration mixed with discouragement sinks in. Even so, the committee has made amazing strides today to successfully meet their goal. Most of the delegates will agree that the definition of universal jurisdiction is far too broad. Tomorrow will be the day that we see all delegates come together as an international community to resolve the definition, interpretation and possible misconception of universal jurisdiction. In doing so, the world will have gained a higher degree of transparency and much needed international cooperation.

HOW DOES THE SECURITY COUNCIL WORK?

EMMA DROUIN

When the United Nations is mentioned, one often thinks of two words: Security Council. Indeed, the UNSC is one of the most important UN organs, where five permanent members, principal winners of the Second World War (France, USA, Federation of Russia, UK and People's Republic of China) preside. Each of these permanent members can veto motions put forward by the Secretary General. A further ten non-permanent members are elected bi-annually by the General Assembly, five each year. They are chosen from the UN's Regional Groups. As of 01 January 2015, the non-permanent members Angola, Malaysia, New Zealand, Spain and Venezuela joined Chad, Chile, Jordan, Lithuania and Nigeria.

A monthly rotation occurs among the members of the UNSC for the role of president, who will powerfully preside over meetings. In March 2015, France is presiding over

the UNSC. The main roles of the UNSC are to maintain international peace and security by investigating disputes and trying to apprehend situations that may lead to conflict. The UNSC endeavors to find non-violent means to resolve international friction, such as restricting armaments, calling on Member States to apply sanctions, and requesting peacekeeping forces from Member States. Should violence erupt despite these measures, the UNSC has the power to take military action. However, as the UN does not maintain a military force of its own, the use of troops volunteered by Member States is necessary.

The UNSC recommends the appointment of a Secretary General to the GA and, jointly with the GA, elects the judges of the International Court of Justice. The current Secretary General is Ban Ki-moon of South Korea, now in his second term.

A movement for reform is afoot to add further permanent members: Germany, India, Japan, Brazil and possibly one more from Africa or the Arab League. Thus, the significant work of the UNSC would gain momentum in its perpetual striving for world peace.



ATTENTAT À CHARLIE HEBDO : LE MONDE UNI CONTRE LE TERRORISME ?

MARIE LANIESSE

Mercredi 7 janvier, vers 11 h 30, le journal satirique français Charlie Hebdo a vécu un terrible attentat dans lequel 12 journalistes, dessinateurs ou encore employés ont été sauvagement assassinés par le groupe islamiste « Al-Qaïda au Yémen ».

Les internautes se sont très vite mobilisés sur les réseaux sociaux, utilisant le hashtag « Je suis Charlie » afin de montrer leur soutien aux victimes et à leur famille. Ce jour-là, la liberté d'expression a été heurtée violemment. Le soir même, plusieurs rassemblements ont eu lieu dans les villes françaises, notamment à Rennes (Bretagne) où environ 15 000 personnes se sont réunies place de la Mairie, levant pancartes, stylos et crayons à papier. Par ces gestes, ils ont montré leur soutien à la presse et leur choc face à un tel événement.

Le dimanche 11 janvier a eu lieu la marche silencieuse en hommage à Charlie Hebdo dans plusieurs grandes villes partout dans le monde, le plus grand rassemblement depuis celui qui a suivi la libération de 1945 : plus

de 4,5 millions de Français sont descendus dans les rues. Quarante chefs d'État venus du monde entier sont venus soutenir la France dans cette tragédie en défilant dans les rues de la capitale.

Ce mouvement de solidarité a voulu prôner la liberté d'expression et dénoncer le terrorisme sous toutes ses formes. Malheureusement, dans chaque mouvement de la sorte, certaines personnalités politiques ont fait des amalgames entre terrorisme et origine ethnique ou confessionnelle. En effet, ce n'est pas parce qu'une est Magrétine ou musulmane que demain elle commettra un attentat dans le métro parisien. Selon moi, cet élan de solidarité prouve que les personnes sont capables de se rassembler sans prendre en compte leur différence et de communiquer entre eux sans violence. Cependant, ces différentes manifestations peuvent également paraître un peu hypocrites ; en effet, certaines personnes ont acheté Charlie Hebdo le 14 janvier en espérant le revendre des millions d'euros dans

quelques années. De plus, des vêtements, tasses et autres produits dérivés « Je suis Charlie » ont été mis en vente. Se servir d'un assassinat pour gagner de l'argent est pour moi la chose la plus immorale qui puisse exister : c'est un manque de respect profond pour les familles des victimes.

La question qu'il est nécessaire de se poser est la suivante : où est passé cet élan de solidarité post 11 janvier ?



fun fact!

Yesterday, nobody listened to the delegate of France in the ECOSOC because they were all watching people dancing gangnam style in the corridor !

ECOSOC : LORSQUE LE FÉMINISME S'INVITE À LA TABLE DES NÉGOCIATIONS

SARA HUSSAMI

« Où sont les femmes ? » chantait Patrick Juvet en 1987. Au comité ECOSOC, elles sont plus que présentes. L'égalité des sexes est en effet une préoccupation pour nos orateurs invétérés, ou devrais-je dire oratrices, puisque plus de 90 % de l'assemblée est féminine. Si le sujet concerne le chômage des jeunes et des femmes au Moyen-Orient, le débat est surtout centré autour de la question de l'exclusion des femmes de la sphère publique. Beaucoup ont critiqué la société patriarcale des sociétés arabes, souhaitant absolument inclure dans la résolution une disposition à ce sujet.

Si la question des femmes est l'aspect social le plus débattu, le Centre pour les droits économiques et sociaux (CESR) regrette que la résolution se centre uniquement sur l'aspect financier et pas assez sur l'inclusion politique. Parmi les solutions économiques proposées, la majorité des délégués s'accordent à dire que les femmes doivent être



incitées à s'engager dans l'entrepreneuriat, et qu'il faudrait pour cela leur faciliter l'accès au crédit.

Bien que Cécile Molinier, l'intervenante invitée de la journée, ait insisté sur l'importance de la question politique dans ce problème, les délégués ont très peu pris position à ce sujet, préférant se concentrer sur des questions éducationnelles et économiques. Ne voulant pas s'ingérer dans les questions politiques des pays arabes, les délégués

craignaient que ces questions violent la souveraineté des États et empêchent le consensus afin de parvenir à une résolution acceptée par tous. Seul le CESR, encore une fois, a un avis éclairé sur ce sujet, mais c'est sans doute car, en tant qu'ONG, son statut d'observateur neutre lui permet d'aller au-delà des formalités diplomatiques. On notera tout de même que les pays du Moyen-Orient présents n'ont quasiment pas pris part à la discussion, alors que ce sont les premiers concernés. Dommage !

GLORIA GAGGIOLI AU CDH : DÉTENTION ARBITRAIRE ET DROIT INTERNATIONAL

CAMILLE DE FÉLICE

Dans le cadre du débat portant sur la détention arbitraire, le Conseil des Droits de l'Homme a reçu la visite du docteur Gloria Gaggioli. Depuis 2011, elle est conseillère juridique auprès du Comité international de la Croix-Rouge.

La présentation a débuté par un rappel que dans le cas de la détention arbitraire, il n'existe ni base légale ni motif légitime ni aucune garantie procédurale. En ce qui concerne la détention provisoire, il doit s'agir d'une exception au droit, ceci dans l'attente du transfert du prisonnier devant l'autorité compétente. Par ailleurs, tout prisonnier a le droit d'être instruit des motifs de sa détention ; il a également le droit à un habeas corpus afin d'être en mesure de contester la légalité de son arrestation.

Le Dr. Gloria Gaggioli a également introduit une distinction entre les conflits armés

internationaux et non internationaux : selon qu'un État lutte contre un autre État, les deux possédants une armée régulière, ou que l'État soit en guerre contre un groupe armé non étatique. Il est crucial de déterminer dans quel cadre un individu – militaire ou civil – est arrêté et ensuite détenu. En effet, le droit qui entre en vigueur n'est dès lors pas le même. La personne faite prisonnière en temps de guerre peut avoir deux statuts : elle est soit un combattant, membre des forces armées régulières, soit un civil. Dans le premier cas, et à partir du moment où l'individu n'est pas responsable de crimes de guerre, on parlera d'un internement. Lorsque les hostilités prennent fin, celui-ci doit être libéré. Un civil peut être détenu dès lors qu'on estime qu'il représente une menace pour le camp adverse. Dans ces deux cas, il existe des motifs légitimes de détention, mais ils ne sont valables que pendant la durée du conflit. Dans le cas des combattants

talibans détenus à Guantanamo après le 11 septembre, ces derniers faisaient partie des forces armées régulières afghanes et devaient donc avoir le statut de prisonniers de guerre. Toutefois, ce point n'est pas respecté par les États-Unis, qui ne reconnaissent aucun statut aux prisonniers faits au cours de ses interventions en Afghanistan et en Irak.

L'oratrice a d'ailleurs mentionné la tendance des États à mépriser le droit de leur propre pays ou le droit international ; une pratique de plus en plus à la mode depuis que la guerre généralisée contre le terrorisme a été déclarée. Le Dr. Gaggioli a conclu sur le constat que dans le cas de la détention arbitraire, les droits de l'homme sont constamment violés. Pourtant, selon elle, il n'y a aucun doute là-dessus : aucune paix n'est possible si les droits de l'homme ne sont pas respectés.

fun fact!

In the Legal Committee, the Vice-President started moderating the debates in Italian, leaving everyone startled.

THE PRICE OF FREEDOM: REBUILDING THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO

ASHLEE PITTS

Congolese soldiers patrol the outskirts of the Democratic Republic of the Congo as the threat of M23 resurfaces. The group has executed and displaced hundreds of people in their attempts to cause unrest and collapse the government. The DRC is in a fragile state in part due to its militaristic and violent history of armed conflicts. DR Congo has also initiated strikes against the Democratic Forces for the Liberation of Rwanda (FDLR) Hutu militants after the group failed to disarm by the deadline proposed by the Congolese government. Within the past fifteen years, the country has undergone attempted coups by rebel groups, disruptively frequent shifts in legislation and government, and the assassination of the late former President Laurent Kabila. Civilians are left to suffer while the country continues to dramatically and unpredictably spiral out of control. Back-to-back armed conflicts, political turmoil and poor leadership are just a few of the many contributing factors that paint a much larger picture of the problems that exist within the country. International aid and the multiple United Nations peacekeeping missions have played a role in relieving the tension that has risen from the intense aftermath or ongoing conflicts. Given that all the parties involved agree to ceasefires and resort to negotiations, conflicts are much more likely to fissile. In this case, the government's unwavering resistance for effective change inherently stunts progression.

The Cycle Continues

Newfound hope emerged by the end of 2013. The Peace, Security and Cooperative Framework (PSCF) was signed and the defeat of M23 gave promise to the country. However, the momentum behind the positive changes and optimism departed nearly as fast as it arrived. Going into 2014,

widespread violence and armed conflict continued to operate. History suggests that the DRC, like many other countries in the post-colonial eras, are left in political ruins which serves as a precursor to much larger implications. Authoritarian leaders emerge in an uprising in part of an already destabilized state. This points to the vital need for a country to have a stable government in order to restore peace and provide safety with the necessary tools to govern in good faith.

Security Council Resolution 1820

The UN Resolution 1820 established in 2008 recognized rape as a weapon of war and threat to international security. The effectiveness of the resolution in the case of DRC is less than satisfactory as women continue to be an easy target. M23 has also added rape and torture of women to their list of tactics and strategy of war. The United Nations' Security Council recognizes that ordering mass rapes are methods used by opposition parties to humiliate, dehumanized and strip their victims of their dignity which inevitably and irrevocably has a catastrophic impact on the community entirely. In many cases women who are victims of rape are often shunned from their communities and falsehood of shame is placed upon them. The psychological tearing that occurs for victims of rape have also been recognized by the United Nations. Many victims are left to endure, without the critical support to recover from such a heinous crime. For the overwhelming majority of the DRC's history, perpetrators of these kind of crimes were not fearful of prosecution or punishment. The raping of women was almost to be expected, particularly in times of war. The daunting reality is that most of the victims of rape will not see their abuser be brought to justice; but there is hope. In May of 2014, two Congolese men were convicted of rape

as well as other charges under the umbrella of wrongdoings against humanity and war crimes. Former DRC Vice-president Jean-Pierre Bemba was brought to the International Criminal Court for allegedly allowing his troops to participate in mass rapes and slaughter in the Central African Republic for roughly two years. The indictment and convicted commanding officer Lt-Col Kibibi Mutware in 2011 was also a step in the right direction. A court found him guilty of crimes against humanity in which dozens of women were given the opportunity to testify.

Necessary Intervention

The government and their seemingly effortless attempts to provide security for their people may be just as harmful, if not more, than the presence of armed rebel groups. There is a deeply rooted distrust for the government by the people and in turn individual factions are formed to fight back in one way or another. This is a dangerous trend and clearly contributes to the cycle of violence. There have been reports of police brutality, unwarranted arrests, exploitation and abuse inflicted on the people by law enforcement. Needless to say this is counterproductive in the movement towards peace and stability in the country. The government's credibility is shot every time a man, woman or child begins to believe that the people that are meant to protect them is actually to be feared. The highly publicized government corruption and armed conflict within and surrounding the country have proven to be cancerous. Obtaining and maintaining peace in the DRC is highly contingent upon the overall effectiveness of the Congolese government and their responsibility to bring about positive transformations.



En ce quatrième jour de conférence, les progrès du comité de l'Organisation Internationale pour les Migrations est clairement visible. Entre questions et débats, les délégués du comité semblent avoir trouvé leurs marques et font des progrès dans leur rédaction de résolution du deuxième sujet en cours, à savoir la migration du travail en Asie du sud-est. Contrairement à ce que l'on a pu entendre dans certains autres comités de GIMUN, les débats et discussions de l'OIM se font de la manière la plus rigoureuse et diplomatique possible.

Après une suspension modérée de séance pour faire le point sur les positions de quelques délégués, une habituelle série de suspensions non-modérées reprend son cours. La rédaction des propositions des différents groupes de délégués se fait dans une ambiance des plus légères, tout en restant

très sérieuse. Les pays les moins concernés par le sujet du thème se concentrent particulièrement sur la question de la traite des migrants dans le pays hôte, avec surtout des suggestions et des propositions aux pays impliqués. Tous les délégués semblent s'accorder sur un point : faciliter le retour des migrants qualifiés dans leur pays de départ en espérant aider son économie.

Alors que les pays européens préconisent une augmentation de la présence de l'OIM dans les pays d'accueil pour y intégrer efficacement les migrants, les pays nord-africains proposent une meilleure coordination de plusieurs ONG dans les pays impliqués en insistant grandement sur les droits des migrants, qui doivent être respectés, et les exploités de ces derniers, qui doivent être dénoncés. Des aspects que leurs homologues européens semblent éluder. Les pays

asiatiques quant à eux se penchent sur des propositions plus concrètes pour chaque pays. L'Indonésie regrette que la Malaisie ne soit pas représentée pendant cette semaine de conférence. En effet, ce pays est directement touché par la question de la migration du travail, ce qui rend le débat très incomplet.

La série de suspensions modérées en fin de séance, rythmées par les questions et réponses des différents représentants et toujours aussi efficacement dirigées par la vice-présidente du comité de l'OIM, promet une conclusion intéressante pour ce dernier jour de conférence annuelle de GIMUN.

CÉCILE MOLINIER: HOW DUTCH DISEASE CORRELATES TO THE ECONOMIC EXCLUSION OF WOMEN IN THE MIDDLE EAST

MODUPE MACAULAY

UN development expert, Cécile Molinier, eloquently shared her knowledge on the fragile socio-economic factors that have contributed to the destabilization of numerous Arab States, as well as limiting the contribution of women in the Middle Eastern job market. Although some experts pinpoint conservative religious ideology as the root cause of the economic exclusion of women and political instability in the Arab world, Molinier drew attention to a less discussed factor – the infamous Dutch disease.

Dutch disease is the negative economic consequence that comes hand in hand with a large and sudden increase in national income, specifically from natural resources. Many Arab states, such as those of the Persian Gulf, rely heavily on oil production in order to generate income. This comes as no surprise, considering a significant proportion of the world's largest oil producers are Middle Eastern, like Saudi Arabia, which, according to the US Energy Administration, has 16%

of the world's oil reserves. Or the world's wealthiest nation, Qatar, which, as of 2006, was generating a mammoth 60% of its GDP from oil and gas production. Indeed, such wealth is beneficial in the short term, as it enables the State to provide its citizens with high quality health services, education and subsidies. But in the long term, this heavy reliance on one source of national income results in detrimental social and economic consequences.

Firstly, the oil sector is a male-dominated job market. According to a 2014 report by Air Energi (a global leader in oil recruitment), only 12% of employees hired by oil and gas companies are women. Indeed, when Middle Eastern companies from these sectors were asked if they are implementing an active policy to include more women, 41% of those asked replied in the negative. Furthermore, the underrepresentation of women studying sciences and engineering in tertiary education only widens this gender

gap. With the Middle East putting such a high emphasis on oil and gas production, it seems women will continue to be excluded from the most significant economic sector in the Arab world.

According to UN reports, the inclusion of women in the economy of the country directly correlates to economic growth and poverty alleviation. By excluding women from such a vital market in their economy, and by neglecting the development of other markets such as technology or agriculture, the Arab world is in fact weakening its economy, as opposed to strengthening it.

The oil market is volatile, and the recent slump in oil prices further proves this fact. Such a heavy reliance on oil and gas production for economic stability not only puts the Middle East at risk of economic downturn in the future, but also reinforces gender stereotypes and discrimination.

fun fact!

À l'OMS, la Suède en a marre que le Royaume-Uni lui jette des boulettes de papier sur la tête lorsqu'elle fait passer un papier au Japon.



AU CONSEIL DE SÉCURITÉ, UNE JOURNÉE CHARGÉE MAIS PRODUCTIVE

JEAN-VICTOR NAPPEY

Jeudi 26 mars, le Conseil de Sécurité se pencha une nouvelle fois sur la situation en Ukraine. Dans une optique d'améliorer la situation, le Tchad proposa l'idée de mettre en place une « Commission de la vérité » où les pays seraient obligés de faire la lumière sur les causes du meurtre des experts de l'OSCE, avec une transparence totale et une honnêteté entière, comme cela fut déjà mis en place auparavant à différentes occasions. Plusieurs pays, dont les États-Unis et la Lituanie, affirmèrent alors leur soutien à ce projet, ainsi que la Jordanie et le Nigéria, qui ont cependant précisé qu'ils s'opposaient à ce que les coupables de ces meurtres soient graciés en échange d'informations. La Jordanie, pour sa part, exprima son scepticisme par rapport à l'affaire Nicaragua de la CIJ dans laquelle les États-Unis n'ont jamais reconnu leur implication.

Soudain, alors que les discussions continuaient, les délégués se virent présenter à l'écran un document présenté comme un rapport

des services secrets russes ordonnant de faire barrage aux experts de l'OSCE par tous les moyens. Choquées, de nombreuses délégations demandèrent alors à faire la lumière sur ce rapport, la Russie le qualifiant immédiatement de falsification créée de toutes pièces pour la mettre en cause. Ensuite, le Royaume-Uni lança l'idée d'un déploiement d'une force de maintien de la paix en Ukraine, alors que fut abordé le sujet des exercices militaires de l'OTAN dans les pays baltes. Face aux pays de l'Alliance atlantique qui se voulaient rassurants en insistant sur le caractère défensif de ces exercices, plusieurs pays se déclarèrent très sceptiques face à l'impact de tels exercices qui risquaient d'exacerber les tensions. Et, en effet, la Russie déclara juste après qu'elle allait renforcer son armement et déplacer sa flotte.

Un peu plus tard, alors que les discussions semblaient bien avancer, une vidéo choqua profondément le Conseil. Cette vidéo, présentée comme enregistrée furtivement au Pentagone,

montrait un responsable militaire affirmer qu'il fallait tuer le plus de Russes possible. Gardant leur sang froid, la plupart des délégués insistèrent cependant sur le fait qu'elle n'était pas encore formellement authentifiée, et qu'il importait donc de garder du recul vis-à-vis de ce document. Les États-Unis se voulaient rassurants en affirmant qu'ils conduiraient une enquête sur cette vidéo et qu'ils restaient profondément attachés à la négociation pour résoudre la crise. Les négociations reprirent donc et virent enfin aboutir un projet de résolution en trois points principaux : une application des accords de Minsk, la mise en place d'une commission internationale indépendante sur les meurtres des experts de l'OSCE et l'envoi d'une mission de maintien de la paix dans l'Est de l'Ukraine.

WHO: EDUCATION, ORGANISATION, PREVENTION AND FINANCE

CAROLINE MOUNTFIELD

Thursday session opened on a rather studious atmosphere. Our courageous delegates were determined to give birth to an influential resolution. Well not exactly everyone... One sleepy delegate had to catch some sleep.

The first topic discussed was the allocation of capital for the creation of a special emergency fund to help tackle health crisis as soon as premises would appear. The resisting delegates of China and India feared the robbing of funds aimed for other programs such as cancer research, demanding explicit data to the United Kingdom. WHO's budget results at 20 % from compulsory financial support of countries, while the other 80 % originates from private donations. It is interesting to see that the second largest country contribution during the Ebola outbreak was made by Sweden. (To the delegate of China: It didn't include the donation of IKEA beds). It was then decided that such a major advancement in healthcare should be financed by private donations.

Organisation between countries, and inside WHO, should also be discussed in order to be improved. Russia stressed the need

for better cooperation. The Swiss delegate offered to discuss how many doctors countries should send and how a special task force will have to coordinate all the states. Doctors should be financed by countries but supervised by WHO, stressed Columbia. To what the EU bloc representative answered that quotas were acceptable, but that in Europe a unique number should be taken in account for the whole Union. United Kingdom, asked again to explain itself by nervous China, defended its position, stating that the sending of military troops during the Ebola crisis was nothing similar to an occupation but was the best way to bring social agents on difficult areas. (The lunch break ended the seriousness of Room XIV, when a few presidents were seen together taking selfies and behaving childishly; a very different behaviour from their solemn attitude during sessions).

Education was then set on the agenda. Switzerland brought to the table the idea of educating doctors by anthropologist, while country leaders should be instructed about the management of major health issues. As for the country mediators, they would be

sent to villages to explain how countries will assist them.

Prevention was not left out. Mali proposed that healed patients should serve as ambassadors of health, to reassure the population and explain curing processes, helping them to reintegrate the society at the same time. And Iran offered that international media should work together with countries.

Finally, the committee agreed that the World Health Organisation had failed to respond effectively and quickly enough to the Ebola outbreak. China stressed out that no nation had a detailed plan to tackle health emergencies. However, developing and developed countries showed us yesterday, through their resolution, that improvement could be achieved when global health was at stake.

HRC: ARE WE DISCUSSING HUMAN RIGHTS OR NATIONAL SECURITY STRATEGIES?

PAULINE ESCARON

This morning's session on the theme of arbitrary detention started off with a clear division of the HRC between the P5 members and all the other countries. Initially, working in two groups offered the possibility for both groups to be effective and bring innovative ideas. However, it also meant that the two groups concentrated on different aspects of the question: the P5 States focused on the problem of international terrorism and how arbitrary detention was used to fight it, while the other group addressed the issue of protecting national sovereignty against international or regional courts investigating arbitrary detention practices.

In defining arbitrary detention in vague terms, the P5 members and other States that joined them allow for this practice to be authorised under certain conditions. It seems the fear of terrorism has led States to concentrate on

national security at the expense of human rights. Moreover, this position of the P5 members also allows other governments to take advantage of the vague definition to arbitrarily detain their political opponents. The representative of the International Committee of the Red Cross repeatedly called to address human rights rather than national security issues, deploring the position of the States: "it is not acceptable in the Human Rights Council to address the topic of arbitrary detention in the case of terrorism and not even talk about terrorism. States don't refuse to take responsibility and human rights are being violated because of that, which is not acceptable."

As discussions progressed during the day, efforts had to be made to find common ground between the two groups. Unfortunately, consensus often rhymes with hazy proposals. Arbitrary detention is a violation of human



rights; national security and the fight against terrorism are not to be used as an excuse to violate human rights.

L'UNION EUROPÉENNE : UN EXEMPLE DE PAIX ?

MARIE LANIESSE

Au cours du siècle dernier, le continent européen a connu deux guerres, soit 8 ans de conflit sur le vieux continent. Depuis l'armistice signé le 8 mai 1945 à Reims, l'Europe est bercée par la paix. Dans quelle mesure peut-on dire que l'Union européenne est un modèle de paix ?

La construction de l'Union européenne : un processus pour la paix

Chronologie de l'Union européenne :

Nous sommes en 1945, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale qui fut très meurtrière : plus de 60 millions de morts, dont 45 millions de civils. Les pays d'Europe sont dévastés et ne peuvent espérer se relever sans une aide financière. En 1947 Les États-Unis proposent donc cette aide à tous les pays européens intéressés, sous la forme du plan Marshall, à condition qu'ils s'unissent. La construction européenne, soutenue par les Américains, apparaît comme un moyen pour l'Europe de se reconstruire et de maintenir des relations pacifiques entre les différentes nations. Cet objectif de paix est mis en avant par Robert Schuman, alors ministre des Affaires étrangères. Dans sa déclaration du 9 mai 1950, il lance le début du processus de construction d'une Europe communautaire : « La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent. [...] L'Europe n'a pas été faite, nous avons eu la guerre » ; mais l'idée d'une Europe unie a été abordée par V. Hugo en 1849.

Un maintien de la paix récompensé :

Les efforts pour le maintien de la paix en Europe ont porté leurs fruits ; en effet, l'Union européenne reçoit le prix Nobel de la paix en octobre 2012. Ce prix semble être mérité pour le vieux continent qui vise à développer un nouveau mode de relations entre les États, fondé sur le dialogue et l'intégration au sein d'un ensemble largement supranational. Ce sont plus de soixante ans de paix qui viennent de s'écouler sur le territoire européen. La construction européenne permet de montrer qu'il n'y a pas d'ennemis héréditaires et que l'état de guerre n'est ni

une fatalité ni une obligation sur un continent. Le prix Nobel a été récupéré par M. Van Rompuy ainsi que les présidents de la Commission et du Parlement, José Manuel Barroso et Martin Schulz, comme en atteste cette photographie.

Quelques limites à ce processus de paix : l'expansion possible de l'Union européenne peut-elle entraîner des conflits entre pays ?

Le territoire de l'Union européenne n'a certes pas connu de conflit depuis 1945, cependant les demandes d'adhésion peuvent entraîner des conflits pacifistes (conflits sans violence physique) entre pays membres et pays candidats. Nous prendrons l'exemple de l'Islande.

Rappel des faits :

L'Islande était déjà fortement intégrée dans l'espace européen depuis les années 1990. En effet, le pays était membre l'espace économique européen, l'espace Schengen, l'association européenne de libre-échange et l'OTAN. L'Islande est également signataire du règlement de Dublin relatif à la politique européenne en matière d'asile. La situation de grave crise financière qui avait ébranlé la confiance des citoyens en leurs institutions, conjuguée à la perte de valeur de leur monnaie, la couronne islandaise, a suscité l'envie d'adopter l'euro et de rentrer dans l'Union européenne. C'est pourquoi en juillet 2009, l'Islande dépose une demande d'adhésion, acceptée en février 2010 par la Commission européenne. Les négociations d'adhésion ont commencé dès le mois de juin de la même année avec le Conseil européen. Mais en 2013 tout bascule : le gouvernement islandais met en attente le processus d'adhésion à l'Union européenne.

Cause de la mise en attente de l'adhésion :

L'Islande a mis un terme aux négociations pour l'adhésion dans l'Union européenne deux ans après l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement eurosceptique, c'est-à-dire plus ou moins contre l'Union européenne, de centre droit. Selon le ministre des Affaires

étrangères islandais, Gunnar Bragi Sveinsson, « les intérêts de l'Islande sont mieux en servis en dehors de l'Union européenne ». Depuis la crise de l'euro, la proposition d'entrer dans l'UE est devenue de moins en moins « alléchante » pour l'Islande. C'est sans compter la vague eurosceptique qui s'est abattue sur l'Europe et qui ne fait que s'accroître depuis les élections européennes de juin 2014, une raison de plus pour l'Islande de rester en dehors de l'UE. L'hostilité de ses 320 000 habitants à l'idée de rejoindre l'Union européenne se fait de plus en plus sentir : selon un sondage réalisé par Gallup, 60 % des Islandais se disent opposés à une entrée dans l'UE. Seulement 27,3 % des personnes interrogées se disent favorables à ce processus.

L'arrêt des négociations de l'adhésion de l'Islande à l'Union européenne entraîne des conflits pacifistes au sein de l'Europe, notamment avec la montée croissante des eurosceptiques. Cela nous montre à quel point la barrière entre guerre et paix est si fragile. 70 ans de paix ne signifient pas que la paix durera pour toujours. La question que nous pouvons désormais nous poser est la suivante : la montée des eurosceptiques peut-elle entraîner à terme une guerre civile entre eurosceptiques et pro-européens ?



fun fact!

Le saviez-vous? Il faut 6 à 8 heures de montage pour réaliser un podcast de 2 minutes, à partir de 4 heures de film. En tout, cela représente deux journées complètes de travail!

QUI REPRÉSENTE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO AU SEIN DE L'ECOSOC ?

SARA HUSSAMI

Commençons par une petite présentation personnelle ...

Salut ! Je m'appelle Hendrik Nelis, j'ai 18 ans et je fais des études d'économie en HEC à l'Université de Lausanne, actuellement en première année de Bachelor. C'est ma première expérience GIMUN, et mon premier MUN aussi. Je suis originaire d'Allemagne, plus exactement de Freiburg, tout au Sud. J'ai également des origines néerlandaises du côté de mon père, mais j'ai toujours vécu à Freiburg.

Parlons de tes voyages, veux-tu partager avec nous un voyage qui t'as marqué ?

L'année passée j'étais à Cuba, un pays en développement. C'était un voyage extraordinaire, très intéressant, car j'ai pu découvrir à quel point la population faisait preuve de générosité malgré la pauvreté. On remarque aussi une grande différence entre la réalité et ce que les médias disent de ce pays.

Es-tu satisfait de représenter la République Démocratique du Congo ?

Je suis très content, puisqu'avec le premier sujet du Comité de l'ECOSOC sur l'agriculture en Afrique sub-saharienne, j'ai pu discuter des problèmes que rencontre la République démocratique du Congo avec tous les autres délégués, et c'est un sujet très important au Congo.

Est-ce que tu aurais aimé représenter un pays en particulier ?

L'Allemagne, vu que je suis allemand, mais la

RDC me va tout aussi bien.

Que penses-tu de la résolution qui a été proposée sur l'agriculture en Afrique sub-saharienne au sein de ton comité ?

Je suis satisfait parce que j'ai beaucoup travaillé dessus. Il y a quand même beaucoup d'amendements qui ont été proposés qui



difficile d'y répondre, il faudrait l'aborder au sein du Conseil de Sécurité. Aujourd'hui, en République démocratique du Congo, il y a des groupes militaires qui ont le pouvoir. Le gouvernement tente d'adopter un système démocratique, mais il n'a pas assez de pouvoir pour combattre les milices militaires qui sont bien financées et très bien armées. Les ressources naturelles au Congo sont abondantes et ces milices militaires trouvent le moyen de les exploiter à leur avantage. Il est actuellement difficile de renverser le rapport de pouvoir, mais peut-être qu'un jour ce sera possible.

Tu as dit que c'était ton premier GIMUN, quelles sont tes impressions jusqu'à aujourd'hui ?

C'est incroyable d'être ici. C'est vraiment super. Les débats sont très intéressants, mais surtout, c'est l'occasion de rencontrer beaucoup de gens d'horizons différents et de parler avec eux de sujets qui nous touchent tous ; c'est une immense opportunité et je dois dire que l'organisation est impeccable jusqu'à maintenant !

Penses-tu renouveler l'expérience GIMUN l'année prochaine ?

Absolument. J'aimerais bien m'engager dans l'organisation, dans un Comité, mais je ne sais pas encore lequel. J'ai eu l'occasion d'échanger avec certains organisateurs et c'est vraiment une chouette équipe. En plus j'habite à Lausanne, donc ce n'est pas très loin.

Un dernier mot pour la fin ?

Un grand merci aux organisateurs qui font un très bon boulot.

C'est une très bonne question, et c'est

fun fact!

One of the USGs for press is launching an Easter egg hunt: she has lost her brain somewhere in the hallways of the Palais des Nations and is desperately searching for it. If you find it, please bring it back to the press office on the 6th floor, you will get a medal!

ISRAEL MESSED UP

FRANCESCA PASCHETTA

With Netanyahu's recent re-election, Israeli diplomacy and reputation have already started to lose credibility and reliability.

The difficult relationship between Israel and the US is nothing new. The main reason of their conflicting relationship has always been Palestinian statehood, a hot topic that Israel's Netanyahu just doesn't consider a priority. But this time, the drama between Obama and Netanyahu has turned into a crisis. The United States accuse Israel of spying on international negotiations over Iran's nuclear programme, being held in Switzerland and Austria. The Israeli leader suspects that the US is ready to make too many concessions

and is concerned with Israeli security. What upsets US officials the most is that intelligence has been used as a tool to persuade members of the Congress to interfere with the talks, undermining US diplomacy. The Israeli foreign minister Avigdor Lieberman denies the accusations, but it is well known that Israel is among the countries with the most aggressive intelligence operations targeting America.

These events upset the already complicated relationship between Obama's administration and Netanyahu's government, centred on Israeli-Palestinian peace. The way the Prime Minister managed to secure its victory

for the fourth time will heavily damage the State's reputation. He fuelled Jewish fears of the country's Arab minority and, even worse, he renounced the idea of a Palestinian state, a solution that is internationally supported. Security concerns have prevailed over social and economic issues, as well as over the diplomatic efforts being made since the Oslo Agreements in 1993. But long-term security and stability cannot be achieved through walls and fences. After many years of conflict, it is time to finally address the Palestinian issue, but Netanyahu has made a step backwards, messing up Israeli diplomacy and reputation.



"CE N'EST QU'UN AU REVOIR..."

EMMA DROUIN

Saturday morning, looking down from the heights of Uni Mail, the illustrious Secretary generals, Jim and Sandrine, watched their hard work finally come to fruition. Bright-eyed students from across the world spilled in, away from the rainy streets of Geneva, to begin this year's GIMUN Annual Conference.

It is now Friday and much has happened. Debates (sometimes quite heated...), arguments, laughs, suspensions, amendments,

proposals and resolutions all took place this week, at the UN headquarters. Participants may not be as bright-eyed as they were on Saturday, but we can all agree that it was worth it.

Many attended the terrific Day Trip on Sunday as well as the entertaining, different and fun events organized, every night, by the cultural events team. Hardly any cheek was left un-kissed at fondue night, though many male participants may now be broke.



Tonight's Gala will be the final treat!

Today is the LAST day of GIMUN's Annual Conference. We have all worked hard and are sure to be depressed, sad and even mournful that this busy and stimulating week is coming to an end. Jim and Sandrine elegantly expressed their feelings and impressions about this year's conference this morning. Although they lost several years of their life expectancy (stress!), organizing GIMUN was, so far, the best mistake of their lives. The conference was definitely a challenge, through which they discovered oodles about their capacities and work in general. The Secretary Generals would like to put a forward a final motion to you all: keep in touch and don't eat balut eggs! Participants should be proud of the role they played in GIMUN's 16th Annual Conference. Who knows, some of us may see each other again in the halls of the UN! Farewell and until next year!

Chic, chic, chic!

What a week it has been! At the end of this day, all of us will be heading home, exhausted but happy, going back to the routine of our daily lives. But somehow, not everything will be exactly the same. We'll have changed a little bit, acquired some new experience, made heaps of fantastic new friends. So instead of wallowing in depression just yet, let us first end the week with a bang!

Let us put on our most beautiful suits and dresses, meet in the glamorous setting of the Halles de l'île,

enjoy a few delicious tapas, and dance until we just can't stand up any more. A beautiful conference like this one deserves a beautiful gala to send us all off with dreams in our heads and blisters on our feet. We will have all weekend to be nostalgic, but tonight what matters is spending one last, extraordinary night with our friends from all over the world, and celebrating the success of this whirlwind of a week, before flying off to our respective countries or riding our bikes back to our student dorms.



Dance like there are no borders

PAULINE ESCARON

Costumes and imagination clearly went beyond my expectations, let alone beyond borders. The theme was exploited in every possible way, all sorts of borders were surpassed: physical state borders but also borders of time, of gender, age and I'm pretty sure we can say we were far beyond the border of imagination (special mention must be made here of the duo dressed up as lightning and his victim). Not only could you bump into people representing countries and cultures from all four continents, you could also encounter aliens, superheroes, sailors, a bunny and a fox, and I even came across Dark Vader at some point!

The Executive Board won the costume contest. Some called that corruption but most people would agree to say that their group effort has to be applauded. All dressed up as super-heroes - and let's admit it, they are some sorts of super-heroes for us here; they even had their own special music to walk into the Moulin Rouge, which probably had its little effect on the judges. Anyhow, all participants had made considerable efforts that helped create a relaxed atmosphere where everyone could

overcome their own personal borders.

The Moulin Rouge proved to be an ideal place to drink, dance and relax. The borders between most countries of the world were abolished for the night, judging by the delegates all dancing together. Diversity, laughter and dance were all given the floor during the night and allowed for great memories to be created. If there is one last border that is still maintained in GIMUN, however, it's the one between the daytime and the nightlife of the participants!



Youth Perspectives

Avez-vous déjà entendu parler de Youth Perspectives ?

Youth Perspectives, c'est une conférence qui donne aux jeunes la possibilité d'échanger leurs points de vue, de débattre et de trouver des compromis afin de proposer des solutions durables à des questions centrales des relations internationales actuelles.

Youth Perspectives, c'est l'occasion pour chacun de s'exprimer en tant qu'individu, contrairement à la conférence annuelle où les étudiants se positionnent en tant que délégués d'un État.

Youth Perspectives, c'est chaque année une soixantaine de participants venus des quatre coins du monde qui se rassemblent à Genève pendant trois jours et demi, dans une ambiance sérieuse mais décontractée.

Youth Perspectives, c'est quatre groupes de discussion d'environ quinze personnes encadrées par des modérateurs, où l'on débat en français ou en anglais sur un thème bien précis pour lequel il faut proposer des solutions originales.

Youth Perspectives, c'est une occasion unique de faire entendre votre voix, car les résolutions adoptées sont ensuite soumises à l'ECOSOC, grâce au statut consultatif dont GIMUN jouit à l'ONU.

Youth Perspectives, c'est la possibilité d'approfondir des sujets qui touchent la jeunesse, comme la pauvreté, la technologie, l'éducation ou encore l'environnement.

Si cet événement vous intéresse, vous trouverez davantage d'informations sur le site Internet de GIMUN.



Editors in chief & journalists



EMMA



FRANCESCA



MARIE



JEAN-VICTOR



ELLIOT



PAULINE



CAMILLE



SARA



graphic designer
DEE



graphic designer assistant
TAYO



journalists
CAROLINE



ASHLEE



GHADA



MODUPÉ



editors in chief
ANOUK



MARIE-AMBRYM

